

d'inflation élevé et la faiblesse accrue du dollar canadien sur les marchés des changes étrangers. Lors de consultations avec d'autres pays industrialisés, le Canada a fait ressortir la relation étroite qui s'établit entre ses problèmes économiques nationaux et internationaux.

En juin, lors de sa réunion ministérielle, l'OCDE a adopté un "programme d'action concertée" destiné à stimuler une croissance économique durable et non inflationniste dans les pays industrialisés. On doit cette initiative à une meilleure compréhension du caractère interdépendant de l'expansion économique et à la conviction grandissante qu'une action distincte mais coordonnée serait à l'avantage de tous les pays industrialisés et de l'ensemble de la communauté internationale. Les ministres ont également décidé d'aller de l'avant avec des études sur l'incidence de l'augmentation des importations de produits manufacturés en provenance des pays en développement et la nécessité correspondante de procéder à des ajustements structurels et de résister aux pressions protectionnistes afin d'assurer le bon fonctionnement du système d'échanges internationaux.

En juillet, le Premier ministre a participé au "Sommet" économique de Bonn en compagnie des chefs d'État ou de gouvernement d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, ainsi que du président de la Communauté européenne. Les dirigeants ont convenu d'un train de mesures économiques visant à stimuler l'emploi et la croissance nationale sans engendrer d'inflation, à réduire les déséquilibres de la balance commerciale et les mouvements déstabilisants des taux de change. Ils se sont engagés à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé en limitant l'augmentation de la consommation nationale et ils ont réclamé davantage d'investissements privés et publics pour encourager la production et l'utilisation efficaces de ressources énergétiques nouvelles et traditionnelles. Ils ont en outre souligné l'importance que revêt pour l'avenir du système d'échanges internationaux le succès des Négociations commerciales multilatérales du "Tokyo Round". Enfin, ils ont salué les travaux de l'OCDE sur la multiplication des liens économiques entre pays développés et en développement et sur la nécessité d'apporter des changements structurels dans le secteur de la production économique.

Les participants à la trente-troisième Session de l'Assemblée générale des Nations Unies ont étudié les grandes questions économiques à l'ordre du jour du dialogue Nord-Sud. Les efforts du Canada pour créer des liens fondés sur l'intérêt mutuel entre les pays développés et en développement ont contribué à l'adoption, par consensus, d'une résolution sur le développement et la coopération internationale. Au sein de la Deuxième commission de l'Assemblée générale, le Canada a également réussi à faire préciser le mandat du Comité plénier, le Comité de "survol", créé lors de la dernière Assemblée générale, ainsi qu'à obtenir que l'on s'entende sur une résolution établissant un comité préparatoire en vue de la nouvelle Stratégie du développement international, qui sera sans doute promulguée à la suite de la session extraordinaire de l'ONU consacrée au développement qui se tiendra en 1980.